



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/ECA/TRADE/77
24 juin 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion extraordinaire du Comité directeur
de la Fédération africaine des chambres
de commerce

Addis-Abeba (Ethiopie), 10-11 juillet 1987

**RAPPORT DE MISSION RELATIF A LA FEDERATION AFRICAINE DES CHAMBRES
DE COMMERCE**

(Le Caire, Egypte, 12 juin 1987)

Note du secrétariat provisoire

I. INTRODUCTION

1. Une mission du secrétariat provisoire de la Fédération africaine des chambres de commerce (FACC) s'est rendue auprès de la Fédération égyptienne des chambres de commerce, au Caire (Egypte) le 12 juin 1987. L'objectif de cette mission était d'examiner avec les autorités égyptiennes les questions ci-après non encore résolues relatives au fonctionnement de la FACC :

- a) Accord de siège;
- b) Nomination du Secrétaire général;
- c) Programme de travail de la FACC

II. PRINCIPALES QUESTIONS EXAMINEES

a) Accord de siège

2. On rappellera qu'à l'occasion de la cérémonie de signature de l'accord portant création de la FACC, l'Egypte avait offert d'accueillir le siège de cette Organisation au Caire. Cette offre avait été acceptée à l'unanimité. Par la suite, la CEA avait été chargée d'assurer le secrétariat provisoire en attendant la mise en place du secrétariat de la FACC. L'accord prévoyait, entre autres, la fourniture de locaux à usage de bureaux, du télex, du téléphone et d'autres services et l'octroi de privilèges et d'immunités à la FACC. Cependant, les autorités égyptiennes n'ont pas voulu approuver l'accord. Le secrétariat provisoire a insisté pour qu'une décision soit prise rapidement.

3. La position égyptienne est la suivante : a) la Fédération égyptienne des chambres de commerce est prête à accueillir la FACC mais elle ne peut le faire sans l'autorisation du Gouvernement égyptien; b) toutes les tentatives en vue d'obtenir des locaux pour le secrétariat de la FACC ont jusqu'à présent échoué; c) le Gouvernement égyptien ne veut pas octroyer des privilèges et immunités à la FACC pour le motif que celle-ci est une organisation privée et non un organisme intergouvernemental, et ce, en dépit du fait que la signature de l'accord portant création de la FACC était placée sous l'autorité des gouvernements africains respectifs et que l'adhésion à la FACC se fait par pays et non par chambre de commerce, à titre individuel.

b) Nomination du Secrétaire général

4. Il a été noté l'impossibilité de désigner un Secrétaire général tant que la question de l'accord de siège sera en suspens. Ce problème est aggravé par la nette insuffisance des cotisations versées à la Fédération. L'Egypte n'a pas encore versé ses cotisations mais des dispositions ont été prises pour que les versements soient effectués le plus tôt possible.

5. Après des discussions approfondies, il a été convenu qu'à la prochaine réunion du Comité directeur de la FACC en juillet 1987, une proposition visant à ce que la CEA abrite provisoirement le secrétariat de la FACC jusqu'au règlement de la question du siège sera faite. En conséquence, dès qu'on disposera de ressources financières suffisantes, le Secrétaire général pourrait être nommé et installé à la CEA afin que la FACC puisse démarrer ses activités dans les plus brefs délais.

c) Programme de travail de la FACC

6. A la dernière réunion de l'Assemblée générale de la FACC tenue au Caire en mars 1986, un programme de travail avait été adopté dans l'espoir que l'accord de siège serait signé et que le Secrétaire général serait nommé sans délai. Cependant, on estime maintenant qu'aucune activité ne peut être menée au titre du programme sans ressources financières.

III. CONCLUSIONS

7. Les discussions avec la Fédération égyptienne des chambres de commerce ont révélé le peu d'empressement des autorités égyptiennes à signer l'accord de siège. Dans le passé, plusieurs communications avaient été échangées avec ces autorités à propos de cette question mais peu de progrès avaient été enregistrés. On ne peut également pas dire à l'issue de ces discussions, que l'Egypte souhaite toujours accueillir le siège de la Fédération. En conséquence le Comité directeur pourrait, à la prochaine réunion de son Assemblée générale, recommander un réexamen de la question du siège et demander à d'autres pays d'accueillir le siège de la FACC.